

# Les grèves sauvages dans l'É

Diego Giachetti

Ce qu'on sait, on ne le connaît pas nécessairement, loin de là ! On sait qu'entre 1968 et 1971, une série de mouvements, nouveaux tant par leurs formes que par leurs contenus, affectèrent les travailleurs des principaux pays capitalistes. On sait qu'une vague de contestation juvénile et estudiantine déferla sur ces pays à partir des États-Unis et culmina en Europe avec le Mai 1968 français. On sait que 68 fut un événement mondial. Ce qu'on ignore, en revanche, c'est que les luttes ouvrières aussi furent mondiales et concomitantes. Et si, tout comme les mouvements de jeunes et d'étudiants, du reste, elles trouvèrent leurs causes et leur aliment dans les spécificités nationales, elles se caractérisèrent par des attitudes, des comportements et des revendications communs. Mais le tableau suivant en dira plus que toutes les phrases :

On l'ignore souvent, les luttes ouvrières de la fin des années 60 furent un phénomène international. À l'usage des pays capitalistes d'Europe occidentale, les journalistes forgèrent le terme de « grèves sauvages » pour désigner des luttes dures, improvisées, déterminées, menées en dehors et à l'encontre des directives des syndicats représentatifs. L'automne chaud ne fut pas seulement un événement italien ; il affecta la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale, et marqua, avec l'apparition des prodromes de la récession économique généralisée, la fin du long cycle d'expansion du capital qui avait commencé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

*Années de plus grande combativité ouvrière au sein de la période 1948-1972<sup>1</sup>*

États-Unis	1970
Italie	1969
Irlande	1969
Canada	1969-70
Australie	1970-71
Japon	1971-72
France	1968
Grande-Bretagne	1971-72
Belgique	1970-71
Finlande	1971
Nouvelle-Zélande	1970
Danemark	1970
Norvège	1970
Pays-Bas	1970
Allemagne occidentale	1971
Suède	1971
Suisse	1971

<sup>1</sup> Données empruntées au tableau figurant dans l'essai de M. Shalev, « Bugie, bugie sfacciate e statistiche. Analisi delle tendenze dei conflitti industriali », in : *Conflitti in Europa*, sous la dir. de C. Crouch et A. Pizzorno, Etas libri, Milan, 1977, p. 325.



# urope de 1969

Au cours des trois années 1968-1971, marquées par le pic des mouvements de grève pour la période historique commencée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, se sont manifestés les premiers symptômes d'une récession économique généralisée différente des précédentes et plus profonde. Lors de celles-ci, en effet, la désynchronisation du cycle industriel avait contribué à en réduire la portée, car la chute de la production et de la demande intérieure dans les pays en récession (les États-Unis en 1960, le Japon en 1965 ou l'Allemagne occidentale en 1966) était compensée par la hausse des exportations vers les pays encore en expansion. Que ce fût le commencement de la fin d'une époque que l'auteur anglais du *Court xx<sup>e</sup> Siècle* a pu qualifier d'âge d'or du capitalisme, cela ressort aujourd'hui à l'évidence de l'annonce faite par le président Nixon le 15 août 1971 que le dollar cessait d'être convertible en or. Ainsi prenait fin, symboliquement et dans les faits, l'ère ouverte par les accords de Bretton Woods d'août 1944.

Sur la scène sociale de ces années-là, donc, la classe ouvrière se présentait renforcée structurellement par des années de croissance et d'expansion économique, renouvelée dans sa composition générationnelle, sociale et géographique ainsi que dans ce qu'on appelle ses métiers. Les conditions de la production et de la reproduction de la main-d'œuvre, notamment de la main-d'œuvre spécialisée et semi-spécialisée, apparaissaient plus homogènes que par le passé, renforçant ainsi une puissante tendance au nivellement

## Wildcat strikes in Europe in 1969

It is a little known fact that working-class strikes were an international phenomenon in the late 60s. For the western European capitalist country public, journalists forged the term « wildcat strikes » to designate those tough, improvised, determined struggles carried on outside and against trade union directives. The hot autumn was not just Italian, it affected France, Great Britain and West Germany and, along with the arrival of the first symptoms of the overall economic recession, it marked the end of the long cycle of capitalist expansion begun in the aftermath of WWII.

## Las huelgas salvajes en la Europa de 1969

Se suele ignorar que las luchas obreras de finales de los años 60 fueron un fenómeno internacional. Para uso de los países de la Europa occidental, los periodistas inventaron el término de « huelgas salvajes » para designar las luchas duras, improvisadas, determinadas, llevadas a cabo en margen y, a menudo, en contra de los sindicatos representativos. El « otoño caliente » no fue sólo un acontecimiento italiano, sino que afectó igualmente a Francia, a Gran Bretaña y a la Alemania occidental, y marcó, con la aparición de los pródomos de la recesión económica generalizada, el final del largo ciclo de expansión del capital iniciado tras la Segunda Guerra Mundial.

## Scioperi « selvaggi » nell'Europa del 1969

Diversamente da ciò che è noto, le lotte operaie della fine degli anni Sessanta furono un fenomeno internazionale. Per i paesi capitalistici dell'Europa Occidentale, i giornalisti coniarono il termine « scioperi selvaggi » per indicare pratiche di lotta dure, improvvise, determinate che avvenivano fuori e contro le indicazioni dei sindacati maggiormente rappresentativi dei lavoratori. L'autunno caldo non fu solo un evento italiano, percorse la Francia, la Gran Bretagna, la Germania Occidentale, segnando, con le prime avvisaglie della recessione economica generalizzata, la fine del ciclo lungo espansivo del capitale iniziato dopo la Seconda Guerra Mondiale.

des salaires et des traitements correspondant à un travail toujours plus massifié, déqualifié, répétitif, monotone. Même le travail des employés des secteurs public et privé se trouvait bouleversé dans la définition de ses tâches par l'introduction de l'automatisation, de nouvelles machines et de nouveaux modes de production. On voyait apparaître chez les employés, les techniciens, le personnel des services et de la distribution les mêmes phénomènes d'aliénation, d'apathie et d'indifférence à l'égard de leur travail qui étaient jusqu'alors typiques de la grande industrie<sup>2</sup>. Aux facteurs structurels sont venues s'ajouter dans cette même période des valeurs culturelles et politiques qui ont concouru à homogénéiser la classe ouvrière et à la rapprocher de certaines couches moyennes. Surtout parmi les jeunes tendaient à disparaître les différences de culture, de style de vie, de mœurs qui distinguaient auparavant les jeunes des classes laborieuses de ceux de la classe moyenne et de la bourgeoisie. Le renouvellement générationnel de la classe ouvrière et des autres couches sociales, dans un contexte de révolte de la jeunesse, constitue un élément d'explication déterminant de cer-

<sup>2</sup> Dès 1951, le sociologue américain Charles Wright Mills avait décrit le monde des employés dans une étude célèbre intitulée *Les Cols blancs*. Plusieurs années après, une autre étude, due à Michel Crozier et publiée en France en 1965, *Le Monde des employés* repérait les principaux traits de l'évolution subie par la catégorie des employés. C'est également le sujet qui a retenu Serge Mallet dans *La Nouvelle Classe ouvrière*. Le chercheur italien Guido Baglioni arrivait à des conclusions similaires dans *Il Conflitto industriale e l'azione del sindacato* (Il Mulino, Bologna, 1966) : le contenu du travail se simplifiait en une routine, les rapports de travail se dépersonnalisèrent, les tâches se standardisaient, les perspectives de carrière se réduisaient. Enfin, les différences entre employés et ouvriers tendaient à s'estomper du fait des victoires remportées dans ces années-là par ces derniers sur le plan du salaire et du statut.

tains comportements typiques de la lutte des salariés à cette époque. Ce n'est pas par hasard si les ouvriers des jeunes générations ont réagi de façon particulièrement résolue et ont souvent pris la tête des mouvements de révolte. Les ouvriers plus âgés avaient tendance à comparer leur condition des quinze dernières années à leur misère du temps de la dépression, de la guerre et de l'immédiat après-guerre. Les jeunes ne pouvaient pas faire une telle comparaison. Il allait de soi, à leurs yeux, que ce que le système leur offrait ne constituait qu'un niveau de vie sociale minimum et ils n'étaient donc satisfaits de la vie qu'on leur garantissait ni sur le plan quantitatif, ni sur le plan qualitatif.

### Un automne chaud et « sauvage »

Le renouveau de la combativité ouvrière en 1969 n'a pas concerné que l'Italie, mais aussi la France, l'Allemagne occidentale et la Grande-Bretagne<sup>3</sup>. En témoigne l'éditorial publié par Alberto Ronchey, alors directeur de *La Stampa*, le 14 septembre 1969, peu de jours après l'ouverture des négociations pour le renouvellement de la convention collective de la métallurgie. Il écrivait : « La lutte des ouvriers de Fiat nous a mis sous les yeux les formes et les contenus de la lutte de classe en Europe : les grèves sauvages. » L'article était intitulé « L'Europa "selvaggia" » et passait en revue des épisodes de la lutte de classe qui se déroulaient alors dans les usines anglaises et allemandes, pour mettre en évidence deux traits saillants : le déclenchement spontané des

<sup>3</sup> Sur les luttes ouvrières de cette année-là dans les pays cités, voir L. Castellina, « Europa selvaggia », *Il Manifesto*, n° 5-6, septembre-octobre 1969 ; D. Albers, W. Goldschat, P. Oehlke, *Lotte sociale in Europa 1968-1974*, Editori Riuniti, Roma, 1976 ; *Conflitti in Europa*, op. cit. ; et R. Massari, *Gli Scioperi operai dopo il '68*, Jaca Book, Milano, 1974.

grèves par les travailleurs et les formes de lutte particulièrement dures adoptées pour appuyer la négociation.

En Grande-Bretagne, en effet, non seulement le nombre des heures de grève avait sensiblement augmenté, mais, fait encore plus préoccupant, les grèves non officielles, c'est-à-dire non proclamées ou autorisées par les syndicats, s'élevaient à 95 % du total. En Grande-Bretagne, le fait n'était pas nouveau, les grèves « sauvages » étaient connues comme « la maladie anglaise » et ces formes de lutte s'étaient encore durcies au cours des dernières années, souvent en réaction aux entraves que la législation avait imposées à l'action revendicative. De septembre à octobre 1969, les grèves n'ont cessé de s'étendre, affectant l'industrie automobile, la sidérurgie, les mines, les services publics.

C'est la grève spontanée et sauvage des 45 000 employés de Ford en février 1969 qui a inauguré cette nouvelle phase des luttes ouvrières en Angleterre. Les contrats collectifs n'étant pas encore arrivés à échéance, ce mouvement était illégal aux termes de la législation de ce pays. La lutte a été marquée par l'entrée en scène d'un nouvel acteur en matière contractuelle, le personnel de l'usine dans sa totalité, travailleurs qualifiés et ouvriers de la chaîne de montage associés, entité unitaire qui rendait ainsi caduques les anciennes organisations syndicales par métiers. Par la suite, cette forme de lutte avec organisation unitaire à partir de la base a revêtu une dimension de masse qui a culminé avec la grève du 1<sup>er</sup> mai 1969 contre le projet de loi intitulé « Au lieu du conflit... », qui visait à sanctionner les absences non justifiées par les syndicats et à restreindre les autres. À cette grève sauvage participèrent plus de 200 000 travailleurs, principalement

ouvriers de l'industrie automobile et dockers, organisés par les comités de coordination des shop-stewards (délégués d'atelier) devenus les dirigeants du nouveau mouvement.

À la fin d'août 1969, un phénomène comparable se manifestait en Allemagne occidentale, avec une série de grèves sauvages, non déclenchées par les syndicats, dans les mines de la Sarre et de la Ruhr, dans les aciéries de Westphalie et de Bavière et dans les chantiers navals de Kiel. Le 1<sup>er</sup> septembre 1969, un groupe de 2 000 ouvriers des aciéries de Dortmund se met soudainement en grève ; l'après-midi, ils sont 7 000, le lendemain, 23 000 à cesser le travail. Cette grève n'a pas été déclenchée par le syndicat. Les jours suivants la lutte se durcit, plusieurs bureaux de la direction sont occupés, le directeur est assiégé. Une assemblée générale élit un comité ouvrier chargé de négocier avec la direction des augmentations de salaire. Le 4 septembre, le mouvement s'étend et affecte le secteur charbonnier et sidérurgique de Rhénanie-Westphalie. Se mettent en grève les 12 000 ouvriers des aciéries Mannesman de Duisburg, les 20 000 mineurs de la Sarre, la quasi-totalité de ceux de la Ruhr, les 6 000 employés des aciéries de Brême. En l'espace d'une semaine, plus de 40 entreprises et un total de 78 000 sidérurgistes sont impliqués dans des mouvements « sauvages » et le nombre d'heures de grève enregistré dans le pays dépasse celui de toute l'année précédente. En peu de jours, les grévistes obtiennent tout ce qu'ils demandaient : l'effacement des disparités salariales, des augmentations pour tous les travailleurs d'une même entreprise. Les syndicats, pris par surprise, se manifestent alors en réclamant la renégociation des contrats collectifs qu'ils viennent tout juste de signer pen-

dant que la masse des travailleurs était en vacances et qui prévoyaient des hausses de salaire de 8%. Les nouveaux contrats font passer ces augmentations à 14% pour les mineurs et à 11% pour les sidérurgistes.

La conclusion rapide et favorable de ce conflit a pour effet de soulever dans tous les secteurs une nouvelle vague revendicative, depuis les salariés du secteur public (transports urbains et ferroviaires, postes, ramassage des ordures, gaz, électricité) jusqu'à ceux des assurances, des banques, des papeteries, des tanneries, de la pétrochimie, du textile. Certaines entreprises avisées, dont Volkswagen, accordent immédiatement des augmentations pour prévenir les grèves.

Ce même automne est chaud en France également : en partie prévu et inscrit au calendrier, c'est le « rendez-vous de la rentrée ». Là non plus, cependant, ce ne sont pas les syndicats qui décident du moment et des modalités de l'action. La première démonstration en est faite par la grève sauvage du personnel roulant des chemins de fer déclenchée le 10 septembre 1969. Ces grèves ont pour particularité d'échapper au déroulement programmé par les syndicats ; c'est la base qui les décide et force ensuite la main aux syndicats pour qu'ils acceptent des formes plus radicales de lutte. On les appelle grèves bouchons parce qu'elles provoquent en des points névralgiques du flux productif une thrombose qui le bloque. L'année précédente, la France avait connu une vague de grèves qui avaient culminé en mai et abouti aux accords de Grenelle signés par les syndicats et les patrons, qui prévoyaient des hausses de salaire égales pour tous, l'abolition des zones salariales, la réduction du temps de travail avec l'objectif d'arriver à la semaine de 40 heures, l'extension du pouvoir syndi-

cal dans l'entreprise, la protection des délégués syndicaux conformément à la loi sur les comités d'entreprise, la libre expression des opinions dans l'entreprise au moyen de la presse et le droit de tenir des assemblées dans les ateliers.

Ces mouvements de grève ont eu pour origine commune une cause économique toute récente. À partir de 1966, l'expansion de l'économie capitaliste européenne s'est ralentie et la concurrence intercapitaliste s'est exacerbée. Cette conjoncture a poussé les patrons à tenter de reconstituer leurs profits en exploitant à fond les ressources de la rationalisation du travail industriel et en imposant une accélération des cadences, donc un surcroît d'exploitation entraînant une usure physique et psychique contre laquelle les ouvriers se sont révoltés en exigeant la réduction des horaires de travail.

Ces causes immédiates, pour déterminantes qu'elles aient été dans le déclenchement explosif des grèves, ne suffisent cependant pas à expliquer leur caractère général et synchronisé. Une impulsion décisive a été donnée par les luttes de mai 1968 en France. Elles ont mis brusquement en évidence la faiblesse fondamentale de systèmes capitalistes qui s'étaient proclamés définitivement stabilisés, planifiés, programmés, capables de résoudre leurs contradictions économiques et sociales grâce à l'intervention de l'État, à l'intégration du mouvement ouvrier dans la social-démocratie et à la consommation, c'est-à-dire à la mise à la portée d'au moins une partie des travailleurs de certains biens tels que l'automobile, la télévision ou l'électroménager. Mais précisément cette idéologie du bien-être et de la consommation, propagée par les médias, a contribué à susciter l'exigence d'une participation plus étendue

à la répartition de la richesse sociale, impliquant une rupture avec l'idée traditionnelle du salaire couplé à la productivité et introduisant, comme paramètre de la mesure du salaire, la quantité de biens et de services qu'il permettait d'acquérir sur le marché. Aussi a-t-on pu dire que le salaire tendait à devenir une variable indépendante de la productivité et du travail.

### Luttes « sauvages » à Turin

L'inquiétude soulevée par les événements survenus dans ces pays trouve un écho, en Italie, dans l'organe de la Confindustria [le CNPF italien]. Il *Sole 24 ore* du 8 octobre 1969 signale avec la plus vive préoccupation qu'au cours des sept premiers mois de l'année ont été perdues 91 millions d'heures de travail. Ce qui représente un accroissement considérable, étant donné que, pour toute l'année précédente, on n'en avait recensé que 33 millions. De Porto Marghera à Turin, bon nombre de ces grèves ont eu un caractère « sauvage »... Au printemps de 1969, une série de grèves internes, spontanées et dures ont ébranlé la production des usines Fiat de Turin et ont culminé avec la manifestation et les affrontements du Corso Traiano le 3 juillet<sup>4</sup>. Ainsi, quand les syndicats, prenant les devants, lancent l'épreuve de force en vue du renouvellement de la convention collective dans la métallurgie et dans les principales branches industrielles, la dynamique « sauvage » a déjà atteint l'Italie. Avec retard, donc, et seule-

ment face à la nécessité impérieuse de contenir et de circonscrire un conflit de classe qui l'effraye par ses dimensions et sa nouveauté, la bourgeoisie italienne appelle, par la voix d'un journaliste dans un organe de presse faisant autorité, à donner à la situation une réponse politique de grande envergure et invite l'État et ses organes de pouvoir à intervenir, estimant que le problème ne peut être résolu par la seule voie contractuelle et grâce à l'habituelle alchimie institutionnelle et partisane. L'affrontement est sérieux et on ne peut céder à la facilité en l'imputant à des causes extérieures à l'usine et à la société, aux maléfices de quelques propagateurs de peste, en l'espèce des groupuscules extrémistes. Qu'on ne se contente pas de rechercher, avec mauvaise foi, l'origine de tensions sociales aussi graves dans le maoïsme, dans les groupes chinois ou extrémistes, écrit le directeur de *La Stampa* dans sa mise en garde : « Les groupes extrémistes s'efforcent de s'inscrire dans une agitation qui accompagne le surgissement de problèmes nouveaux ; mais on ne croira jamais que ce soit le chant du coq qui fait se lever le soleil. »<sup>5</sup> Divers éditorialistes des journaux nationaux réclament, avec plus ou moins d'insistance, le renforcement de la présence syndicale dans les entreprises, en sorte que le patronat puisse disposer, dans les négociations, d'un interlocuteur sérieux et fort. Indro Montanelli intitule son éditorial dans le *Corriere della Sera* du 26 septembre « Les peurs de l'automne chaud » et invite le patronat à aider le syndicat en lui faisant des concessions dans le cadre de la nouvelle convention collective, de façon à éviter que

<sup>4</sup> L'appel à la manifestation a été lancé par l'Assemblée ouvriers-étudiants, organisme autonome surgi au cours des mois précédents, de la rencontre entre un important groupe d'ex-participants au mouvement étudiant turinois défendant les positions de groupes « opéraïstes » minoritaires et de groupes d'ouvriers constitués principalement de jeunes Méridionaux devenus d'habiles organisateurs de grèves sauvages dans leurs ateliers.

<sup>5</sup> A. Ronchey, « L'Europa "selvaggia" », *La Stampa*, 14 septembre 1969.

l'extrémisme révolutionnaire n'établit son hégémonie sur la base ouvrière.

La situation est nouvelle et difficile. Dans les usines Fiat, par exemple, la représentativité syndicale est réduite à sa plus simple expression et les luttes du printemps n'ont guère contribué à la conforter. Les syndicats ne contrôlent plus la base et Alberto Tridente, secrétaire provincial de la FIM-CISL, interviewé par *Il Giorno* du 4 septembre 1969, déclare : « La Fiat Mirafiori compte plus de 50 000 ouvriers et à peine dix-huit membres de commission interne. Dans la même usine, entre nous et la FIOM, on ne totalise pas plus de 1 600 cartes. »

Cette faiblesse des syndicats résulte, comme l'explique dans un article du 16 septembre 1969 le directeur du quotidien local *La Gazzetta del Popolo*, de la politique patronale qui, en vingt ans, les a « entravés et anémiés, voire achetés ». Mais à Turin, des facteurs spécifiques contribuent à expliquer cette situation difficile. Une enquête menée à la veille des événements de 69 révèle que plus de 60 % des cadres syndicaux étaient alors âgés de plus de 41 ans que 54 % d'entre eux militaient dans le syndicat depuis au moins vingt ans ; que, dans 90 % des cas, l'adhésion au syndicat était motivée par des raisons « d'ordre idéologique » ; que 55 % vivaient depuis au moins vingt ans hors de l'usine, soit parce qu'ils avaient été licenciés, soit parce qu'ils n'y étaient jamais entrés ; et enfin que la quasi-totalité des syndiqués était d'origine piémontaise <sup>6</sup>. Ce qui existe donc à la Fiat, c'est un « syndicat piémontais », composé en majorité de travailleurs turinois, associés à une histoire qui se revendique de traditions

illustres, mais qui, précisément pour cela, se trouve très embarrassée pour se lier à la nouvelle génération des ouvriers méridionaux qui ont afflué dans les usines et les ateliers. La séparation entre ces deux mondes a sa claire traduction linguistique, avant même de se manifester sur le plan sociologique, culturel ou revendicatif : à la Camera del Lavoro de Turin, on parle habituellement piémontais, comme, du reste, sur leur lieu de travail, les ouvriers turinois.

Le malaise à l'égard du syndicat et de ses « fonctionnaires » s'exprime largement lors des congrès préparatoires au congrès national de la CGIL qui se tiennent en 1969 peu avant l'automne chaud : « Ces derniers temps, les critiques adressées au syndicat se sont multipliées, y compris à l'intérieur de l'organisation elle-même (CGIL). Il ne s'agit plus de critiques qui surgissent de petits groupes d'extrémistes, sur les marges du mouvement ouvrier, mais de critiques que formulent les travailleurs eux-mêmes. » <sup>7</sup> La Confindustria et Fiat cherchent donc à passer de la politique de répression du syndicat à celle d'utilisation du syndicat. En mai 1970, Bruno Trentin rappellera qu'au cours de ces mois-là, la Fiat s'est montrée disposée à ouvrir le dialogue avec un mouvement syndical « qui accepterait un rôle essentiellement intégré à l'entreprise » <sup>8</sup>.

L'opération s'avère particulièrement difficile à Turin, où les syndicats sont plus affaiblis que partout ailleurs en Italie. Or le besoin qu'a la Fiat d'un syndicat fort est en contra-

<sup>6</sup> F. Colonna, *Sindacati a Torino, Esplorazioni culturali/2*, Ceses (1968), cité dans M. Revelli, *Lavorare in Fiat*, Garzanti, Milano, 1969, p. 57.

<sup>7</sup> O. Pizzigoni, « Il "funzionario" contestato », *L'Unità*, 16 juin 1969.

<sup>8</sup> Rapport dactylographié de Bruno Trentin en date du 11 mai 1970, in « Lezioni-testimonianze sulla storia della Fiat », in Busta Antonicelli, *Storia Fiat conservata presso il Centro Studi Piero Gobetti di Torino*, p. 15-16.

diction avec la nécessité, pour le syndicat, s'il veut se créer son espace, de conduire des luttes et d'arracher des revendications qui ne peuvent, dans cette période, que mettre à mal la position de la Fiat et la configuration politique nationale. Alors même qu'on entre dans l'automne chaud, le problème qui se pose à la Confindustria quant à la représentativité des syndicats n'est toujours pas résolu ; aux premiers jours de septembre, au moment où les syndicats engagent l'épreuve de force en vue du renouvellement de la convention collective de la métallurgie, un communiqué diffusé en son sein par l'organisation patronale exprime ses réserves « sur la valeur des engagements que ceux-ci prennent dans la convention » et, si l'on en croit un rapport des services secrets <sup>9</sup>, Giovanni Agnelli lui-même, lors d'un entretien privé avec Leopoldo Pirelli, manifeste sa perplexité quant à la crédibilité de la partie syndicale : « Ils ne donnent pas de garanties de négociation sérieuses », aurait-il dit.

### Travailleurs, luttes et syndicat

Au cours de cette période, les luttes ouvrières ont présenté plusieurs caractéristiques communes. Les grèves sont déclenchées sur l'initiative de la base, et, même lorsque ce sont les syndicats qui appellent, ils le font sous la pression de la base. L'agitation n'est plus suspendue pendant le cours des négociations ; au contraire, sous l'impulsion de la base, c'est alors qu'elle s'intensifie afin d'obtenir une conclusion rapide et positive des tractations. Les mouvements font apparaître le rôle déter-

<sup>9</sup> La déclaration de la Confindustria est évoquée dans un article de *L'Unità* du 6 septembre 1969, « La Fiat ritira le sospensioni » ; le rapport des services secrets est cité dans un article de G. Amadori paru dans *Panorama* le 21 janvier 1999, « Sorpresa, c'è una spia a cena con l'Avvocato ».

minant joué par des groupes de jeunes ouvriers rebelles au rituel syndical traditionnel, enclins à durcir l'affrontement, peu respectueux de l'autorité de leurs aînés et bien décidés à ne pas relâcher la pression avant d'avoir obtenu ce qu'ils veulent.

On assiste à un renouvellement des formes de lutte, à une revitalisation des méthodes utilisées par le mouvement ouvrier dans les phases les plus dynamiques de son histoire. Les grèves se font « militantes », en ce sens qu'elles rompent avec la routine des « grèves vacances » et des défilés symboliques et s'accompagnent de manifestations agressives à l'intérieur de l'usine : piquets de grèves, défilés très durs, actions visant à empêcher toute forme d'activité, même administrative, pouvant aller jusqu'à l'occupation. On recourt souvent à des méthodes telles que la grève perlée, l'arrêt de travail dans un secteur névralgique qui entraîne la paralysie complète de l'usine, la réduction volontaire des cadences, le blocage des marchandises. En même temps, les ouvriers, comprenant la nécessité de dépasser les limites de la lutte purement interne et de faire de leur combat l'axe d'une sensibilisation et d'un affrontement politiques plus généraux, organisent de grandes manifestations dans les villes, bloquent les autoroutes, les voies ferrées, les bâtiments administratifs.

Les revendications apparaissent plus homogènes que lors des précédentes négociations de conventions collectives. Elles se résument dans le slogan « Plus de salaire, moins de temps de travail » et ont un caractère égalitaire qui tend à réduire les différenciations existant au sein de la classe ouvrière et entre ouvriers et employés. Au total, donc, réduction de la durée du travail, allongement des congés, contestation de l'organisation du tra-



vail, lutte contre la hausse générale des prix. Grèves et luttes mobilisent la classe des salariés dans sa très grande majorité ; elles réunissent les ouvriers des usines les plus modernes à ceux des entreprises vétustes, les travailleurs des régions économiquement et politiquement les plus dynamiques à ceux des régions les plus retardées. Ces luttes tendent à se prolonger et à s'amplifier sans connexion rigide avec la conjoncture économique de chaque pays.

Dans ce contexte nouveau, les syndicats ont dû modifier leur comportement à l'égard des travailleurs entrés en lutte souvent contre leurs directives. Ils se sont efforcés d'éviter l'affrontement avec leur base et donc de rétablir leur prise sur celle-ci en s'alignant sur les revendications les plus radicales qu'elle avait mises en avant. Le caractère « sauvage » de ces grèves traduisait l'existence d'une « exaspération » ouvrière, d'une défiance et d'une hostilité croissante envers les appareils bureaucratiques des syndicats, sans que cela impliquât nécessairement une rupture avec le syndicat en tant que tel.

Ces mêmes appareils syndicaux ne pouvaient pas voir sans inquiétude s'élargir le fossé qui les séparait du mouvement réel et qui risquait de rendre superflue leur fonction dans la négociation avec le patronat. Il fallait bien qu'ils soient, en quelque façon, représentatifs des travailleurs, sinon leur rôle s'amoindrisait et ils perdaient tout crédit face à la partie adverse. Ils ont donc réagi en cherchant à retrouver une fonction et un rôle dans la lutte. Il a fallu pour cela qu'ils cessent pendant un temps d'étouffer et de fractionner les luttes et s'adaptent à la combativité de la base. En Italie, ils ont repris à leur propre compte les revendications que formulaient les groupes de base en dehors d'eux ou contre

eux, et en ont fait la plate-forme officielle des négociations pour le renouvellement des conventions collectives nationales. Ainsi s'est mise en place une nouvelle dialectique entre mouvement de masse, spontané et autonome, et organisations syndicales de masse qui devait peser pour le meilleur et pour le pire sur la décennie suivante.

*Traduit de l'italien par Daniel Blanchard*

*Ce texte était à l'origine un chapitre inédit du livre de Diego Giachetti et Marco Scavino, La FIAT in mano agli operai : l'autunno caldo del 1969, édité en 1999 par la BFS de Pise, en Italie. Ce livre devrait sortir prochainement en français sous le titre La FIAT aux mains des ouvriers : l'automne chaud de 1969.*